Libé et la gauche endormie

Autor(en): **Gavillet, André**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **42 (2005)**

Heft 1667

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1013738

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

Un choix clair mais tronqué

Le PSS réaffirme sa volonté de voir la Suisse parmi les membres de l'UE. En revanche, il ne se prononce pas sur les implications économiques de l'adhésion.

Dans une prise de position argumentée qui sera soumise à l'assemblée des délégués, le parti socialiste suisse (PSS) réaffirme que la Suisse doit adhérer sans plus tarder à l'Union européenne. Alors que l'euroenthousiasme est au point mort, que le Conseil fédéral, sans ligne claire, s'apprête à présenter des options comme une carte de menus à choix, la détermination du PSS est claire et courageuse.

Le document expose les conséquences institutionnelles de l'adhésion telles que déduites par le PSS: Conseil fédéral passant de sept à neuf membres; l'initiative populaire, devenue inopérante dans les domaines de compétence transférés à l'Union, transformée en une initiative de mandat invitant le Conseil fédéral à agir dans telle ou telle direction. En revanche le PSS renvoie à une date ultérieure l'examen des conséquences économiques de ce choix. On ne peut que le regretter. Méthodologiquement l'unité de la matière l'exigerait. De surcroît, les adversaires de l'adhésion utilisent abondamment des arguments financiers comme épouvantail: l'obligation de verser des milliards aux fonds de cohésion européens, la TVA à 15%, la hausse du loyer de l'argent.

Or, la TVA à 15% est opportunément une chance de lier politique extérieure et politique sociale. Il faut inlassablement le répéter.

Le financement de la politique sociale

La sécurité sociale souffre d'un financement insuffisant. L'AI, avec son déficit annuel gigantesque de 1,5 milliard, a besoin d'urgence, comme une transfusion sanguine, que lui soit affecté 0,8 point de TVA. L'AVS, saine aujourd'hui, exigera à l'horizon 2010, un point de TVA. La LAMal et sa répartition des coûts de la santé par tête, indépendamment du revenu, ne pourront pas, année après année, reporter sur les cotisations des hausses en croissance inéluctable. Une participation accrue des pouvoirs publics serait nécessaire, on peut l'estimer à 1,5 ou 2 points de TVA. Enfin la Suisse, comme contributeur actif dans le cadre de l'Union, aurait à payer l'équivalent de 1,5 point.

La récapitulation donne: 7,6 + 0,8 + 1 + 1,5 + 1,5 = 12,4. Resteraient 2,6 points pour réaménager, en faveur des revenus modestes, la fiscalité directe.

Le refinancement de la politique sociale passe par la politique extérieure. C'est ce que le PSS pourrait démontrer. Il faut souhaiter que le délai de réflexion qu'il s'est donné lui permette de s'en convaincre. La question est simple: que faire d'une TVA à 15 points? *ag*

Libé et la gauche endormie

La gauche française, qui est une famille recomposée faite de plusieurs courants, a appris beaucoup de choses: qu'elle ne peut plus compter sur l'élan de solidarité né de la dernière guerre, que l'espérance de changer la vie a débouché, deux ans après la prise du pouvoir par François Mitterrand, sur le retour de la rigueur, qu'il est illusoire le slogan «L'Europe sera socialiste ou ne sera pas!». Il n'y a pas de plan B! Bref la gauche française se cherche. Plus fébrile qu'endormie. Pourtant c'est pour la réveiller que *Libération*, dans son numéro du 10 novembre, publie un supplément qu'il intitule *30 idées pour réveiller la gauche*, avec en prime un débat entre huit politologues français.

On ne recensera pas exhaustivement les trente glorieuses idées qui souvent ont le mérite de s'inspirer d'expériences de pays proches: le travail à temps partiel des Pays-Bas, la conception de la retraite des pays nordiques, etc.

Deux choses à retenir

Il est faux, malgré la mondialisation, de croire que l'on vit dans une société du libéralisme absolu, où l'économie, oh horreur! ne laisse plus de place à autre chose que la marchandisation. Les prélèvements obligatoires représentent 30 à 40% (ou plus) du PIB. Ils sont affectés selon d'autres règles que celles du marché. Un secteur important appelle la régulation (communication, transport…). Enfin, ce qu'on pourrait appeler le marché libre est soumis à l'encadrement légal et aux engagements contractuels négociés avec les syndicats. Le champ de manœuvre politique sur ces trois secteurs est donc large.

De tous les bouleversements, informatiques, génétiques, physiques, le plus important, sociologiquement, est la prolongation de la vie humaine. Chaque année, sans conquête syndicale, par une espérance de vie augmentée de quelques mois, du temps libre non travaillé est acquis. Comment l'intégrer et le coordonner à la vie active? Les expériences nationales, quelques-unes sont évoquées par *Libération*, ne font que débuter. Ce ne sont pas des recettes toutes faites. Mais des pistes de recherche, quelques-unes stimulantes. *ag*